



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

ARRETE PORTANT INTERDICTION DE L'INCINERATION DES VEGETAUX SUR PIED

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code forestier, notamment les articles L. 131-1 et suivants relatifs aux mesures de prévention des incendies de forêt et les articles L.163-3 et L.163-4 relatifs aux sanctions pénales encourues en cas d'infraction.

VU le code pénal, notamment les articles 322-5, 322-15, 322-17, 322-18 et R610-5,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-296-04, du 22 octobre 2012 portant réglementation des incinérations dans le département des Pyrénées-Atlantiques et notamment l'article 4,

CONSIDERANT les prévisions météorologiques sur le département pour la période du 15 au 16 février 2020

CONSIDERANT la fréquentation importante du massif pyrénéen par les autres usagers de la montagne en cette période de vacances scolaires

CONSIDERANT le danger potentiellement encouru par les personnes, par les biens et par l'environnement suite aux écobuages pastoraux réalisés dans ces conditions,

CONSIDERANT l'urgence de la mise en œuvre,

SUR proposition du directeur départemental des territoires et de la mer,

ARRETE

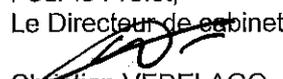
ARTICLE 1 – L'incinération de végétaux sur pied est interdite pour la période allant du samedi 15 février 2020 au matin (00h00) au dimanche 16 février 2020 au soir (minuit) sur l'ensemble du territoire des Pyrénées-Atlantiques.

ARTICLE 2 – Cette disposition fera l'objet d'une information dans la presse locale. Tout bénéficiaire d'une autorisation préalable d'écobuage devant, en application de l'article 7 de l'arrêté susvisé, alerter le jour même de l'écobuage les maires des communes concernées et le Service Départemental d'Incendie et de Secours, se verra informer de l'interdiction.

ARTICLE 3 – Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, les sous-préfets d'Oloron-Sainte-Marie et de Bayonne, le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur de l'agence départementale de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le directeur du parc national des Pyrénées, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques, le directeur départemental de la sécurité publique, les maires des communes des Pyrénées-Atlantiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de ce présent arrêté.

Fait à PAU le 13 février 2020

Pour le Préfet,
Le Directeur de cabinet


Christian VEDELAGO